

GENÈVE 'IMPORTERA PAS DE DÉCHETS NAPOLITAINS

■ Le Conseil d'Etat a annoncé hier qu'il n'autoriserait pas l'importation souhaitée par les Services Industriels.

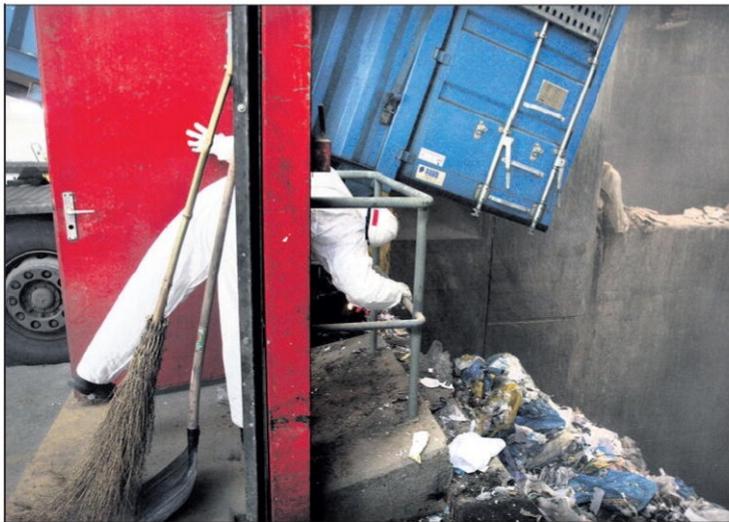
■ Le magistrat écologiste Robert Cramer est désavoué, mais s'en défend. Les SIG doivent maintenant trouver un plan B.

■ L'Italie qui négociait l'envoi de ses déchets en Allemagne ne comprend rien aux «gesticulations genevoises».

MARC BRETTON

Les Chenevièrs pourront attendre longtemps leurs déchets napolitains. Sans être officiellement consulté sur leur importation par les Services Industriels de Genève (SIG), le Conseil d'Etat leur a annoncé qu'il n'autoriserait pas leur traitement à Genève... quand on lui demandait sous six. Ce rebondissement inattendu a été rendu public hier lors d'une conférence de presse organisée d'urgence par le gouvernement. Elle clôt la polémique sur l'importation aux Chenevièrs de 181 000 tonnes de déchets italiens. Un projet défendu par le conseiller d'Etat Robert Cramer et critiqué avec une véhémence grandissante par les partis depuis plusieurs semaines.

Si le gouvernement tourne casaque, c'est qu'il n'a pas le choix. «L'émotion considérable soulevée dans la population, les incertitudes dont s'entoure encore le projet, nous ont conduits à



Tri des déchets. Les Chenevièrs ont traité près de 350 000 tonnes d'ordures en 2006. La baisse des quantités de déchets en provenance de Genève a conduit les Services Industriels à se tourner vers l'importation. (OLIVIER VOGELSANG/28 JANVIER 2008)

«L'émotion soulevée dans la population nous a conduits à prendre une décision politique»

LAURENT MOUTINOT, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ETAT

prendre une décision politique», reconnaît le président du Conseil d'Etat Laurent Moutinot. Le communiqué de presse liste les inconnues: la traçabilité des déchets, l'impact sur l'environnement et sur la santé publique, le cadre juridique et les conditions d'importation.

«La situation a changé»

Puis Robert Cramer prend la parole. L'importation des déchets italiens? Un projet «humanitaire» né en janvier suite à l'accumulation des déchets à Naples pendant les Fêtes, souligne le Vert. L'Etat a-t-il joué un rôle dans la gestion de ce projet? «Il n'y a jamais donné son accord, mais en a évoqué l'idée».

magistrat se sent-il désavoué par la décision du gouvernement de refuser l'importation? «Ce n'est pas un désaveu, simplement la situation a changé», riposte l'écologiste. «Sur place, la demande d'aide s'est réduite et la dimension commerciale a pris le dessus, regrette le magistrat. Vu l'iniquité des Genevois, de nature à mettre en cause la politique de tri des déchets et à alétrer la confiance de la population, le gouvernement a donc tranché: «Car on ne peut pas ignorer le sentiment de la population. Bien sûr, on aurait pu évoquer les mesures prises pour éviter les problèmes, mais à un moment donné cela ne passe plus». Laurent Moutinot abonde

dans le sens de son collègue: «Le Conseil d'Etat a suivi le même raisonnement que Robert Cramer. Il constate finalement comme lui que projet n'a plus de sens».

Alors vraiment, le gouvernement lui rien à se reprocher? «Si c'était à refaire, nous ferions attention aux effets d'annonce», admet Cramer. «Il aurait fallu pouvoir présenter quelque chose de plus cadre, avec un dossier complet».

La version de l'écologiste soulève plusieurs questions. D'abord, il est certain que l'idée d'importer des déchets de Naples n'est pas née en janvier. La preuve? Une motion du Mouvement citoyens genevois évoquait déjà le

projet le 25 septembre dernier... D'autre part, les SIG n'ont jamais dissimulé que leur projet avait une composante économique et visait à utiliser les fours des Chenevièrs à leur pleine capacité. Enfin, si Robert Cramer souligne que le gouvernement lui a jamais donné son avis sur le sujet, lui en tout cas s'éloignait au conseil d'administration des SIG et ne pouvait donc ignorer le sujet.

Les SIG? Il en a été un peu question. Une lettre envoyée le 11 mars au président des SIG, Daniel Mouchet, précise tout d'abord que la décision de l'Etat ne «remet nullement en cause la gestion de l'établissement». De plus, le communiqué de presse publié par le gouvernement ne

ferme pas la porte à toutes les importations de déchets, mais uniquement à celles de Naples. Le gouvernement est-il prêt à assumer les conséquences de la fermeture d'un four aux Chenevièrs? Nullement. «L'activité de traitement des déchets est financée par le principe du pollueur payeur», souligne Robert Cramer. Autrement dit, si les coûts d'exploitation sont plus élevés ils seront répercutés.

LIRE L'ÉDITORIAL EN PAGE UNE. «L'aura perdue d'un magistrat à la dérive»

www.tdg.ch
Voir notre forum et notre galerie de photos.

André Hurter: «On va élaborer le plan B»

Le directeur des Services Industriels de Genève n'a pas de chance. A peine entré en fonction, il doit déjà faire face à une crise. Entretien.

André Hurter, vous ne pouvez pas importer de déchets napolitains. Votre réaction?

On s'y attendait. Les SIG s'efforcent de gérer au mieux leurs ressources, raison pour laquelle nous souhaitons importer. Une décision politique a été prise. Nous l'acceptons et allons proposer un plan B.

Allez-vous importer des déchets de l'étranger?

C'est un point sensible que nous devons analyser et clarifier. Ce qui est sûr c'est que



André Hurter, le directeur des Services Industriels s'attendait à la décision du Conseil d'Etat. (OLIVIER VOGELSANG/2008)

nous devons utiliser nos installations de manière efficace.

Les Italiens affirment qu'ils n'ont jamais entendu parler de vous. Normal?

A ce stade d'élaboration, c'était normal. Il y a d'abord des discussions avec des intermédiaires, puis en cas d'aboutissement contact aurait été pris avec la Suisse pour obtenir un droit d'importation, puis avec l'Italie pour un droit d'exportation. Notre projet répondait à des critères et à des objectifs précis. Je trouve que nous n'avons présenté de manière tout à fait cohérente

(mbn)

DÉCHETS RÉCEPTIONNÉS À L'USINE DES CHENEVIÈRS

Année	2002	2003	2004	2005	2006
Total en tonnes	341 291	354 688	326 849	321 597	349 478
Venant de Genève	236 862	232 590	231 075	231 098	224 710
Dont déchets spéciaux	17 137	17 184	18 910	20 321	19 682
Venant des autres cantons	97 105	94 392	88 902	84 517	64 987
Dont déchets spéciaux	3214	2499	2151	877	1481
Déchets provenant de l'étranger					
Allemagne: déchets industriels banals	-	-	-	-	21 546
France: déchets urbains industriels banals	5242	6144	5850	4913	37 723
Déchets spéciaux	2082	1445	954	765	456
Italie: déchets spéciaux	-	116	61	103	29

Report d'exportation des Chenevièrs 2006/07

«La Suisse est un cauchemar»

Gianni de Gennaro, commissaire extraordinaire dépeché par l'Italie pour régler la crise des déchets napolitains, est visiblement agacé par les «gesticulations» genevoises.

Il le fait savoir sans détour par sa porte-parole contactée hier: «La Suisse est un cauchemar, peste Antonella Verucci. Ni les autorités napolitaines ni Rome n'ont eu de contact, de près ou de loin, avec la Suisse ou avec cette société genevoise SIG que je ne connais pas. Regardez avec les dirigeants de ce groupe: qu'ils produisent, eux, les preuves de ces prétendues négociations avec l'Italie ou des intermédiaires».

Reprenant le discours de Pasquale Losa, chargé du dossier

pour la commune de Naples (lire nos éditions d'hier), Antonella Verucci confirme que seule la piste allemande est réaliste.

Problème réglé

«Quand le commissaire de Gennaro est arrivé le 11 janvier, il y avait environ 300 000 tonnes de déchets à évacuer. Nous en avons réparti une partie dans différents décharges et incinérateurs de plusieurs régions du pays».

Aujourd'hui, Gianni de Gennaro dit encore se débarrasser de 180 000 tonnes: «L'Allemagne pourra s'en charger, estime Antonella Verucci. Le problème sera ainsi réglé».

Fedeke Mendicino

Commissaire



De Gennaro. Le M. Propre nommé par Rome. (AP/2008)

Historique

- Beaucoup de bruit pour rien
- 11 janvier. Robert Cramer se dit prêt à aider les Napolitains en brûlant aux Chenevièrs 20 000 tonnes de déchets. «J'ai demandé au SIG d'accélérer les discussions pour dépanner au plus vite le sud de l'Italie.»
- 15 janvier. Plusieurs usines romaines de traitement des déchets doutent de la traçabilité des ordures et de la fiabilité des intermédiaires italiens.
- 29 février. Le conseil d'administration des SIG affirme être prêt à traiter, d'ici à 2011, 180 000 tonnes de déchets ménagers italiens.
- 11 mars. Le Conseil d'Etat refuse cette importation. FM